

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000344 – MDE 23/045/00AU 148/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

**MULTIPLICATION DES AMPUTATIONS ET DES EXÉCUTIONS**  
**ARABIE SAOUDITE** Said bin Salem bin Said, ressortissant saoudien (exécuté) Salih Hamd Muhammad al Ziyadi, ressortissant irakien (exécuté) Muhammad Othman Adam, ressortissant nigérian (amputé) Sanussi Sani Muhammad, ressortissant nigérian (amputé) Taj Muhammad Muhammad Hussein, ressortissant afghan (amputé)

Londres, le 7 juin 2000

Les exécutions se poursuivent à un rythme alarmant en Arabie saoudite. Les cinq personnes nommées ci-dessus ont été exécutées ou amputées entre le 31 mai et le 6 juin 2000. Depuis le début de l'année, les autorités saoudiennes ont ôté la vie à 51 condamnés à mort, dont 25 au cours du seul mois dernier. Il est impossible de connaître l'identité de toutes les personnes emprisonnées sous le coup de sentences capitales, de même que le nombre d'individus qui risquent d'être exécutés dans les jours et les semaines à venir.

Parmi les personnes exécutées depuis le début de l'année figuraient 18 Saoudiens et 29 étrangers, ressortissants du Nigéria, de l'Inde, du Pakistan, du Soudan, de l'Érythrée, du Yémen, des Philippines, de l'Éthiopie, de l'Égypte et de l'Irak. Amnesty International a également recensé l'exécution de quatre autres individus dont elle ignore la nationalité.

D'après les informations recueillies, le nombre d'amputations ayant été infligées à titre de châtement judiciaire a également augmenté de manière significative cette année. À ce jour, Amnesty International a recensé 21 amputations, dont sept amputations croisées (de la main droite et du pied gauche). À la connaissance de l'Organisation, les autorités saoudiennes avaient procédé à deux amputations sur l'ensemble de l'année 1999.

Bien qu'Amnesty International ignore combien de personnes sont incarcérées sous le coup de condamnations à mort et combien sont en passe d'être amputées, elle craint que de nombreux autres individus actuellement détenus dans les prisons saoudiennes – dont on ignore l'identité – ne soient tués ou mutilés au cours des prochains jours ou dans les semaines et les mois à venir. La plupart, sinon tous, auront été condamnés au terme de procès d'une flagrante iniquité, dans le cadre desquels ils auront été privés de leurs droits les plus élémentaires, se voyant notamment dénier celui d'être représenté par un avocat, ainsi que le droit à un recours effectif. Certains auront en outre été reconnus coupables sur la seule foi d'aveux extorqués sous la contrainte, voire sous la torture, ou par des moyens frauduleux.

Amnesty International reconnaît que tout État a le droit et le devoir de traduire en justice les responsables d'infractions prévues par la loi. Néanmoins, elle est fondamentalement opposée à la peine de mort, qui constitue la pire des violations du droit à la vie, et considère l'amputation infligée à titre de châtement judiciaire comme une violation du droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. L'Organisation s'emploie à garantir à tout individu ces droits fondamentaux internationalement reconnus, tels qu'ils sont respectivement définis par les articles 3 et 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

La législation saoudienne prévoit la peine de mort pour un large éventail d'infractions, parmi lesquelles figurent tant des crimes violents que des infractions dépourvues de conséquences fatales, telles que la sorcellerie et les infractions à la législation sur les stupéfiants. La majorité des peines d'amputation sont prononcées contre des individus reconnus coupables de vol ou de banditisme de grand chemin, infractions sanctionnées respectivement par l'amputation de la main droite et par l'amputation croisée. Ces châtements sont interdits par les normes internationales relatives aux droits humains, qui prohibent le recours à la torture ainsi qu'aux autres formes de peines cruelles.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / télex / lettre par avion / fax** (en arabe, en anglais ou en français) :

- dites-vous consterné par la poursuite des exécutions et des amputations en Arabie saoudite ;
- demandez instamment aux autorités de mettre un terme immédiat à l'application de ces châtements, et de commuer toutes les sentences capitales et les peines d'amputation prononcées en Arabie saoudite ;
- exhortez les autorités à respecter scrupuleusement les normes internationales relatives aux procès des personnes passibles de la peine capitale.

**APPELS À :**

**Remarque : l'obtention des lignes de fax saoudiennes peut s'avérer difficile.**

Chef de l'État (gardien des Lieux saints) :  
His Majesty King Fahd bin 'Abdul 'Aziz Al-Saud  
Office of H.M. The King  
Royal Court, Riyadh  
Arabie saoudite

**Télégrammes** : King Fahd, Riyadh, Arabie saoudite

**Formule d'appel** : *Your Majesty*, / Sire, (Votre Majesté,  
dans le corps du texte)

Ministre des Affaires étrangères :  
His Royal Highness  
Prince Saud al-Faisal bin 'Abdul 'Aziz Al-Saud  
Minister of Foreign Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Nasseriya Street  
Riyadh 11124, Arabie saoudite

**Télégrammes** : Foreign Affairs Minister, Riyadh, Arabie saoudite

**Fax** : 966 1 403 0159

**Télex** : 405000

**Formule d'appel** : *Your Royal Highness*, / Votre Altesse royale,

**Ministre de l'Intérieur :**

His Royal Highness  
Prince Naif bin 'Abdul 'Aziz  
Minister of the Interior, Ministry of the Interior  
PO Box 2933, Airport Road  
Riyadh 11134, Arabie saoudite

**Fax** : 966 1 403 1185

**Télégrammes** : Interior Minister, Riyadh, Arabie saoudite

**Télex** : 404416

**Formule d'appel** : *Your Royal Highness*, / Votre Altesse royale,

**Ministre de la Justice :**

His Excellency  
Dr . 'Abdullah bin Muhammad bin Ibrahim Al-Sheikh  
Minister of Justice, Ministry of Justice  
University Street, Riyadh 11137  
Arabie saoudite

**Fax** : 966 1 401 1741

**Télégrammes** : Justice Minister, Riyadh, Arabie saoudite

**Télex** : 405 980 MINJUS SJ

**Formule d'appel** : *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

**COPIES** aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 19 JUILLET 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*